



## **MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**Communauté de Communes du Pays du Neubourg  
1 chemin Saint Célerin  
BP 47  
27110 LE NEUBOURG  
Tél: 02 32 34 04 41**

### **TRAVAUX D'EXTENSION DE L'OFFICE DE TOURISME**

Date et heure limites de réception des offres

**Mardi 9 septembre 2025 à 12 Heures**

## **Règlement de la Consultation**

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u></b>	<b><u>3</u></b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 – DUREE DU MARCHE - DELAIS D’EXECUTION	3
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.6 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
<b><u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u></b>	<b><u>4</u></b>
2.1 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.3 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.4 – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	4
2.5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
2.6 – INTERVENANTS	5
2.6 – VISITE OBLIGATOIRE	5
<b><u>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u></b>	<b><u>8</u></b>
<b><u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u></b>	<b><u>11</u></b>
6.1 – TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE	11
6.2 – COPIE DE SAUVEGARDE	11
6.3 – SIGNATURE DU MARCHE	12
<b><u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u></b>	<b><u>12</u></b>
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	12
7.2 – MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	12
7.3 – ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE –INFORMATION GENERALE	12
<b><u>ARTICLE 8 : RECOURS</u></b>	<b><u>12</u></b>

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Article premier : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **travaux de l'extension de l'office de tourisme**

**Lieu(x) d'exécution** : site la Gare – place du Maréchal Leclerc – 27110 Le Neubourg

### 1.2 - Etendue de la consultation

Le présent marché à procédure adaptée est soumis aux dispositions des articles L.2123-1 1°, R.2123-1 1° du Code de la commande publique (CCP).

### 1.3 – Durée du marché - Délais d'exécution

#### ❖Durée du marché :

Le présent marché comprenant une période de préparation de 8 semaines, puis une période de réalisation des travaux de 10 mois.

Un ordre de service sera émis pour le démarrage de la période préparation des travaux puis s'ensuivra la période de réalisation des travaux sans qu'il soit émis un nouvel ordre de service.

Les prestations de chacun des lots débiteront en fonction de la date indiquée dans le planning d'intervention définitif.

#### ❖Délais d'exécution

Pour chacun des lots et en application des articles 4.2 et 4.3 du CCAP, il est établi un planning d'exécution pendant la période de préparation. Ce planning arrêté sera notifié au titulaire du lot concerné par ordre de service. Ces délais seront alors des délais contractuels. Les prestations du lot concerné commenceront à la date indiquée au planning d'intervention sans qu'il soit nécessaire d'émettre à nouveau un ordre de service.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

#### ❖Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### ❖Décomposition en lots

Le présent marché comprend plusieurs lots :

- Lot n°1 : VRD – Gros œuvre – Maçonnerie – Carrelage - Faïence
- Lot n°2 : Charpente - Couverture
- Lot n°3 : Menuiseries extérieures – Serrureries
- Lot n°4 : Menuiseries intérieures – Doublages – Cloisons – Plafonds – Isolation
- Lot n°5 : Electricité
- Lot n°6 : Plomberie – Sanitaire
- Lot n°7 : Chauffage – Ventilation – Climatisation
- Lot n°8 : Peinture – Revêtements acoustiques - Signalétique

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots ou pour l'ensemble des lots.

### 1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres :

- en qualité de membre de plusieurs groupements,
- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En cas d'attribution à un groupement, il n'est pas imposé une forme de groupement particulière.

### 1.6 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Travaux de construction de bâtiments (45210000)	
Travaux de construction de bâtiments multifonctionnels (45211350)	

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

#### ❖ Variantes

En application des articles R.2151-8 à R.2151-10 du code de la commande publique, le marché n'est pas ouvert aux variantes. Les candidats devront impérativement répondre à l'offre de base.

#### ❖ Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

### 2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.3 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : budget propre de la communauté de communes.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 2.4 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L.2112-2 à L.2112-4 du code de la commande publique.

### 2.5 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

#### A - Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (AE) du lot concerné et ses annexes
- le présent CCAP et ses éventuelles annexes ;
- les plans de travaux ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) généralité – tous corps d'état
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) du lot concerné;
- le planning définitif des travaux ;

- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) du lot concerné;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- le mémoire technique fourni à l'appui de l'offre et le cas échéant, les informations complémentaires apportées lors de l'éventuelle négociation, dont les engagements sont contractuels s'ils vont au-delà des exigences du CCTP ;
- plan général de coordination
- rapport d'études géotechniques
- rapport initial du contrôleur technique

#### **B- Pièces générales :**

- Le Cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes dans leur édition en vigueur à la date de consultation.
- Normes françaises homologuées ou normes équivalentes citées dans le CCTP

Remarques : ce document est réputé être connu par les candidats. Ainsi, lors de la notification du marché, ce document ne sera pas joint à ce dernier.

#### **2.6 – Intervenants**

##### ❖ Maîtrise d'ouvrage

Communauté de communes du pays du Neubourg  
1 chemin Saint Célerin – 27110 Le Neubourg  
Tél : 02.32.34.04.41

Mail : [contact@paysduneubourg.fr](mailto:contact@paysduneubourg.fr)

##### ❖ Maître d'œuvre

EURL Christian Manière architecture  
29 rue du Général de Gaulle-27100 Le Vaudreuil  
Tél : 02.32.48.12.05

Mail : [contact@manierearchitecture.fr](mailto:contact@manierearchitecture.fr)

##### ❖ Bureau de contrôle

En cours de désignation.

##### ❖ C.S.PS

En cours de désignation.

#### **2.6 – Visite obligatoire**

Une visite obligatoire est fixée pour l'ensemble des lots. Les visites se tiendront aux permanences suivantes :

- Mercredi 30 juillet 2025 entre 14h00 et 18h00
- Mardi 26 août 2025 entre 14h00 et 18h00

Les candidats se présenteront directement sur site (la Gare – Place Maréchal Leclerc – 27110 Le Neubourg). A la fin de la visite, une attestation leur sera remis. Cette attestation devra être remise obligatoirement avec leur offre. **En l'absence de cette attestation dans l'offre, cette dernière sera réputée comme irrégulière en application de l'article L2152-2 du CPP et sera rejetée.**

Les candidats ne pourront faire plusieurs visites. Les candidats sont invités à poser leurs questions sur la plateforme sur laquelle ils ont téléchargé le dossier de consultation.

### **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C)
- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement commun à l'ensemble des lots (A.E.) et leurs annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à l'ensemble des lots

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chacun des lots et leurs documents annexés
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) généralités – tous corps d'état,
- La Décomposition globale et forfaitaire propre à chacun des lots
- Le planning d'intervention prévisionnel
- Plan des réseaux CVC partie droite
- Plan des réseaux CVC partie gauche
- Légende des réseaux CVC
- Plans reprenant différentes coupes du projet

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <http://www.marches.publics.eure.fr>, sous la référence : Travaux-extension-OT.

La présente consultation pouvant faire l'objet de rectificatifs, les candidats sont invités à renseigner lors du téléchargement du dossier de consultation, le nom du soumissionnaire, une adresse valide, ainsi que le nom d'un référent afin que celui-ci puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation.

Pour précision, toute entreprise non identifiée lors du téléchargement du présent dossier de consultation sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, ou ayant indiqué une adresse électronique non valide, ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du représentant du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

##### **Pièces de la candidature :**

- ♦ Les justificatifs à produire prévus aux articles L.2142-1 et R.2142-1 à R.2142-14 du code de la commande publique;
  - le candidat devra en particulier fournir :
    - la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé DC1 ;
    - la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé DC2 ;

A défaut d'utiliser les imprimés DC1, DC2 ci-dessus désignés :

- Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
  - ◇ *le nom et l'adresse du candidat ;*
  - ◇ *éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;*
  - ◇ *si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;*
  - ◇ *document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.*
- ♦ S'ils ne sont pas mentionnés dans la déclaration du candidat (imprimé cerfa DC2) ou si cette dernière n'est pas produite, renseignements et/ou documents suivants permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :
  - Certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou, le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement.
  - Attestation d'assurance en cours de validité portant sur la prise en charge des prestations prévues au marché

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices.
- Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement,
- Liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des trois (3) dernières années, indiquant notamment le montant, la date de réalisation.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur dispose pour l'exécution des prestations et déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution des prestations.
- Certificat de qualification professionnelle adapté aux prestations faisant l'objet du marché ou certificats d'identité professionnelle ou références de prestations attestant de la compétence du candidat.
- Si le candidat est en redressement judiciaire (ou procédure étrangère équivalente), copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée) ;

◇ 2025

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (DUME)**

Conformément à l'article R.2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP. Il sera rédigé en langue française.

Les candidats qui opteront pour le DUME ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans ce document qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celle-ci. Ils devront également fournir à l'appui du DUME, les certificats mentionnés précédemment.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit fournir son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour toutes entités auxquelles il fait appel.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) du lot concerné et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à l'ensemble des lots : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) du lot concerné, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- La Décomposition du prix global et forfaitaire du lot concernés
- L'attestation de visite obligatoire,
- Un mémoire technique,

**En l'absence de l'attestation de visite obligatoire dans l'offre, cette dernière sera réputée comme irrégulière en application de l'article L2152-2 du CPP et sera rejetée.**

**NOTA :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

**Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

❖ Analyse des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

**Garanties et capacités techniques et financières**  
**Capacités professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour chacun des lots :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
<b>Critère : Prix des prestations</b>	<b>40 points</b>
<b>Critère : Valeur technique</b>	<b>60 points</b>
A : Engagement sur les délais par description des phases et moyens en personnel engagés	30 points
B : Matériaux et fournitures	10 points
C : Moyens matériels – sécurité hygiène sur le chantier	10 points
D : Protection de l'environnement	10 points

Le prix des travaux sera noté au regard de la décomposition du prix globale et forfaitaire complétée par le candidat selon la formule de calcul du critère prix suivante :

-  $N = P1/P2 \times 40$  points avec

N : Note attribuée

P1 : Montant total en € HT de l'offre du candidat le moins disant

P2 : Montant total en € HT proposé par le candidat noté

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées au sein de la décomposition du prix globale et forfaitaire, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

La valeur technique sera notée de la manière suivante :

A/ Engagement sur les délais par description des phases et moyens en personnel engagés (30 points):

- Engagement sur les délais avec planning de tâches
- Personnels engagés sur le chantier avec CV et qualifications
- méthodologie portant sur les réalisation des travaux en site occupé
- Recours ou non au travail d'insertion et/ou à l'apprentissage

La grille de notation de ce sous-critère est la suivante :

- Non renseigné /offre ne répondant pas aux besoins : 0/30
- Passable : 7.5/30
- Moyennement satisfaisant : 15/30
- Réponse satisfaisant: 22.5/30
- Réponse très satisfaisante: 30/30



B/ Matériaux et fournitures: (10 points)

- Fiches techniques des produits avec repérage de ce qui est concerné par les travaux prévus

La grille de notation de ce sous-critère est la suivante :

- renseigné /offre ne répondant pas aux besoins : 0/10
- Passable : 2.5/10
- Moyennement satisfaisant : 5/10
- Réponse satisfaisant: 7.5/10
- Réponse très satisfaisante: 10/10

C/ Moyens matériels – sécurité hygiène sur le chantier. (10 points)

- Moyens matériels dédiés au chantier
- Hygiène et sécurité des personnels
- Protection des personnels (protection individuelle et/ou plan de sécurité)
- Moyens spécifiques pour assurer la sécurité en site occupé

La grille de notation de ce sous-critère est la suivante :

- renseigné /offre ne répondant pas aux besoins : 0/10
- Passable : 2.5/10
- Moyennement satisfaisant : 5/10
- Réponse satisfaisant: 7.5/10
- Réponse très satisfaisante: 10/10

D/ Protection de l'environnement (10 points)

- Pollution sonore et collatéraux sur le chantier par rapport au voisinage et par rapport au personnel de la collectivité travaillant sur place
- Protection poussières et autres sur le chantier par rapport au voisinage et par rapport au personnel de la collectivité travaillant sur place
- Recyclage et revalorisation des matériaux utilisés et déconstruits
- Emploi de matériaux recyclés.

La grille de notation de ce sous-critère est la suivante :

- renseigné /offre ne répondant pas aux besoins : 0/10
- Passable : 2.5/10
- Moyennement satisfaisant : 5/10
- Réponse satisfaisant: 7.5/10
- Réponse très satisfaisante: 10/10

❖ Classement des offres

Les notes obtenues pour chaque sous-critère sont additionnées pour constituer la note du critère Valeur technique.

Les notes des critères « Prix » et « valeur technique » seront additionnées pour constituer la note finale du candidat. Ces notes finales seront classées par ordre décroissant.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres réalisé suivant les critères énoncés dans le présent règlement de consultation. L'offre la mieux classée sera retenue sous réserve des points ci-après :

- Le candidat retenu aura **6 jours** à compter de l'information du fait qu'il a obtenu le marché pour se conformer aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP, à savoir :
  - Les certificats sociaux suivants : attestation URSSAF ou RSI, versement régulier des cotisations
  - Les certificats fiscaux suivants : impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, impôt sur la valeur ajoutée,
- Le cas échéant, en cas de redressement judiciaire la copie du ou des jugements prononcés,

- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Si le candidat retenu ne peut fournir les pièces dans le délai imparti et précisé ci-dessus son offre sera rejetée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat suivant du classement des offres.

Bien que les documents précités ci-dessus ne soient exigibles que pour l'attributaire du marché, il est fortement conseillé aux candidats de se doter de ces documents dès qu'ils soumissionnent à un marché public.

Pour rappel, le candidat retenu est informé que les documents mentionnés aux D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, ainsi qu'une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité, seront à remettre à l'acheteur tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de son marché.

#### ❖ Possibilité de négociations

En application de l'article R2123-5 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats, selon les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier, au maximum, avec les 3 candidats les mieux classés pour chacun des lots, suite à la première analyse des offres. Si tel est le cas, la négociation se déroulera dans les conditions ci-dessous soit par écrit, soit oralement, soit en combinant ces 2 modes.

##### ✓ Négociation écrite

Les candidats recevront de la part de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, par écrit, via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, une proposition de négociation dans laquelle figureront les éléments suivants :

- Intitulé du marché ;
- Objet de la négociation ;
- Date et heure limite à laquelle le candidat devra proposer sa nouvelle offre, étant précisé qu'en l'absence de nouvelle proposition, le candidat sera réputé maintenir son offre initiale.

##### ✓ Négociation orale

Lorsque le pouvoir adjudicateur considère qu'une négociation orale avec les candidats ayant remis une offre conforme est nécessaire, il en informe ceux-ci par écrit, via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, et en précise les caractéristiques (date et lieu de la négociation, objet et durée de celle-ci, etc.).

Dans les trois jours ouvrables suivant chaque séance orale de négociation, un compte-rendu écrit transmis sera adressé au candidat via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, celui-ci disposant alors d'un délai de deux jours ouvrables pour émettre ses éventuelles observations et confirmer le cas échéant, sa nouvelle proposition.

En cas d'une nouvelle proposition, suite aux négociations, le candidat fournira un nouveau bordereau des prix unitaires et/ou des documents complémentaires au mémoire technique.

En cas d'attribution, ces modifications seront prises en compte dans le cadre d'une mise au point du marché.

##### ✓ Mise au point du marché

En cas de nouvelle proposition dans le cadre d'une négociation, le candidat retenu sera invité à compléter, dater et signer un nouvel acte d'engagement, ainsi qu'une nouvelle décomposition de prix global et forfaitaire, afin de mettre ces documents en harmonie avec sa dernière proposition financière et/ou technique.

Pour précision, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché sans procéder à des négociations.

## Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

### 6.1 – Transmission par voie électronique

Les candidats devront remettre leur offre par voie électronique avant la date et heure indiquée sur la première page du présent document.

La transmission des offres par voie électronique sera effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://marchespublics.eure.fr>

La Transmission des plis sur un support physique électronique (CD-Rom, clé USB,...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré comme hors délai si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des plis. Toutefois, si le candidat a remis une offre de sauvegarde dans les conditions prévues ci-dessous, il sera alors pris en compte cette dernière.

Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celui-ci annule et remplace le pli précédent.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée peut faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

### 6.2 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les heures d'ouverture au public de la Communauté de Communes du pays du Neubourg sont les suivantes :

- Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00

L'offre de sauvegarde pourra être ouverte dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, à savoir :

- « Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ».
- « Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ».

Toute copie de sauvegarde non ouverte ou comportant un programme malveillant sera détruite.

### 6.3 – Signature du marché

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la **signature originale manuscrite par les parties du marché au format papier** .

## **Article 7 : Renseignements complémentaires**

### 7.1 - Demande de renseignements

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats sont invités à déposer leurs questions sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://marchespublics.eure.fr>, dans l'onglet se rapportant au présent marché.

Les candidats pourront poser leurs questions au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant téléchargé après identification, 5 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 7.2 – Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au maximum 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions ci-dessus (articles 7.1 et 7.2) sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

### 7.3 – Achèvement de la procédure –Information générale

Dans le cadre des dispositions réglementaires et en application du CCP, la personne publique informera les candidats de son choix portant sur l'attributaire du marché par écrit.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer, à tout moment, la procédure sans suite. Ainsi, le pouvoir adjudicateur informera, dans les plus brefs délais, les candidats, des raisons de ce classement. Les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité en cas de classement sans suite de la procédure.

## **Article 8 : Recours**

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

### **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE ROUEN**

53 Avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Fin du règlement de consultation